

Les pays arabes du golfe persique : perspectives économiques

1 Riches, mais inégaux

2 Le défi de la dépendance pétrolière

3 L'avenir économique : tourisme, services et finances

1 Riches, mais inégaux.

Les pays arabes du golfe persique disposent d'un double atout :

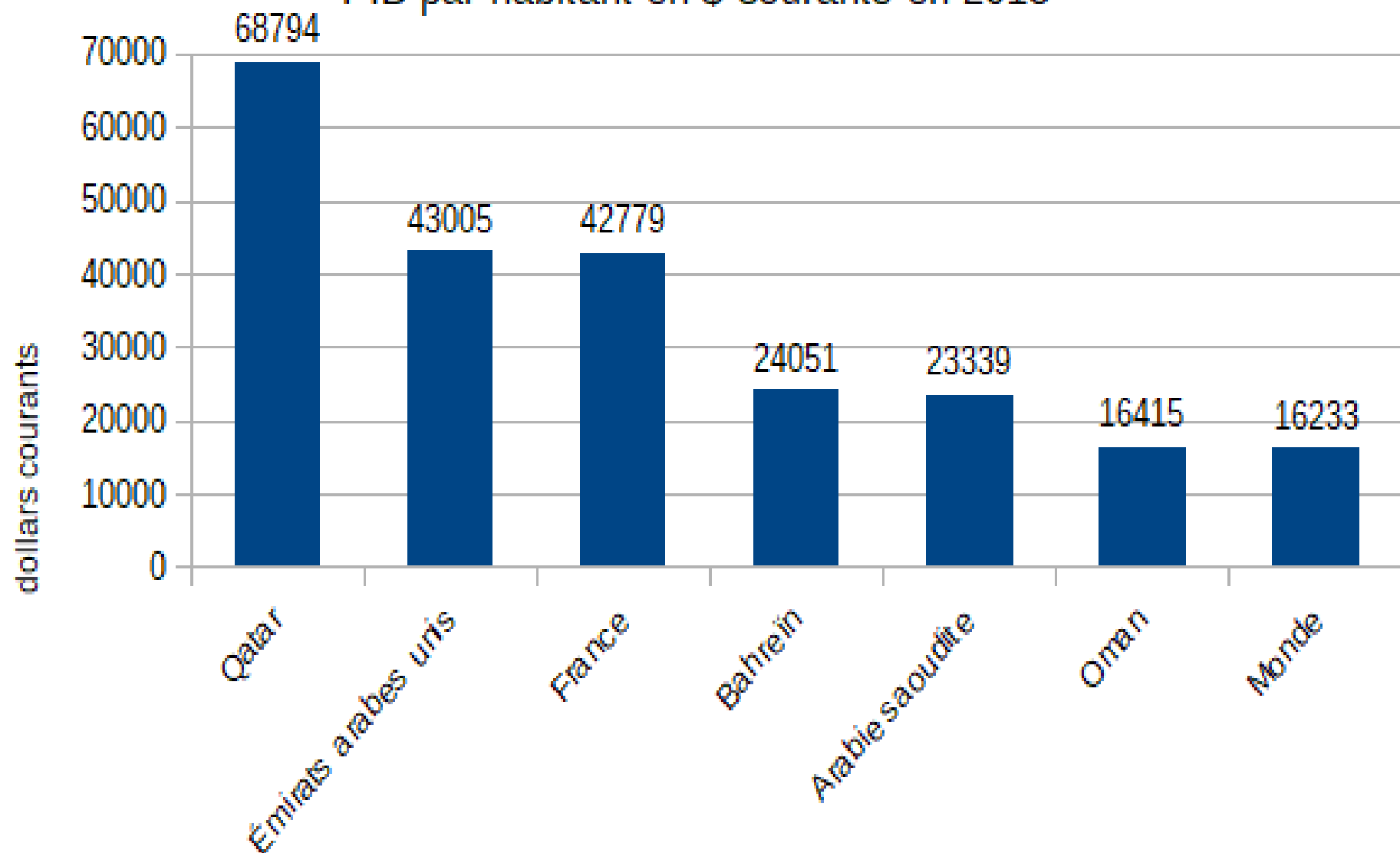
- ils ont du pétrole et du gaz (beaucoup)
- ils sont relativement peu peuplés : 51 millions d'habitants au total (4.6 millions pour Oman) dont l'essentiel vit en Arabie Saoudite (33 millions d'habitants).

Il faut remarquer que la part des étrangers dans la population est très importante : 33% de la population en moyenne.

Le niveau de vie moyen de la péninsule arabique parait donc élevé, mais trois niveaux d'inégalités apparaissent :

- entre les pays eux-mêmes : les Qataris sont par exemple en moyenne 4 fois plus riches que les omanais
- à l'intérieur des pays : très fortes inégalités entre étrangers et nationaux et entre élite et population.
- et bien entendu, entre les hommes et les femmes.

PIB par habitant en \$ courants en 2018



Banque mondiale Data

Ceci se reflète au niveau de l'indice de développement humain.

Rappel : cet indice sert à mesurer le bien être social d'une population.

Il comporte trois dimensions :

- le niveau de vie mesuré par les revenu national brut par habitant en parité de pouvoir d'achat

- la dimension sanitaire mesurée par l'espérance de vie à la naissance

- la dimension du savoir mesurée par la durée moyenne de la scolarité et la durée attendue de la scolarité (pour les jeunes générations)

On compare la situation de chaque dimension à la meilleure situation mondiale et à la moins bonne.

Plus l'indice est proche de 1 est meilleure est la situation.

Le rang IDH doit être comparé au rang du PIB/habitant : quand un pays a un meilleur rang IDH que le rang PIB/habitant, c'est qu'il se préoccupe davantage du bien être social de la population.

On ne peut pas vraiment dire que ce soit le cas des pays arabes du golfe persique : leurs richesses pétrolières leur permettraient de faire bien mieux sur le plan sanitaire et éducatif.

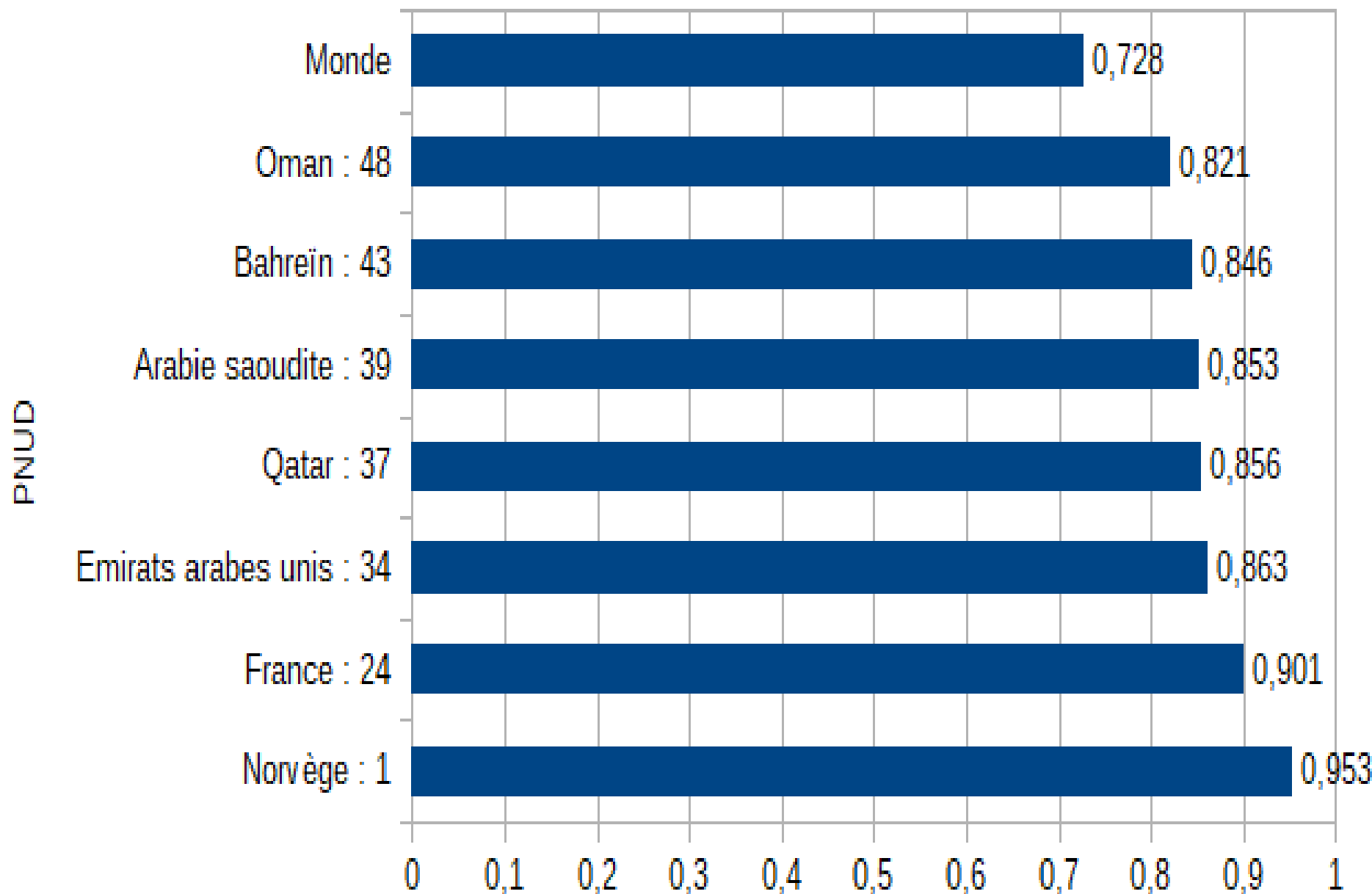
Le Qatar par exemple est le pays le plus riche du monde par le PIB/habitant, mais il n'est que 37° par le rang IDH.

En moyenne, le score IDH des pays du golfe persique est supérieur à la moyenne mondiale, mais pas de beaucoup, surtout tenant compte de leur potentiel financier.

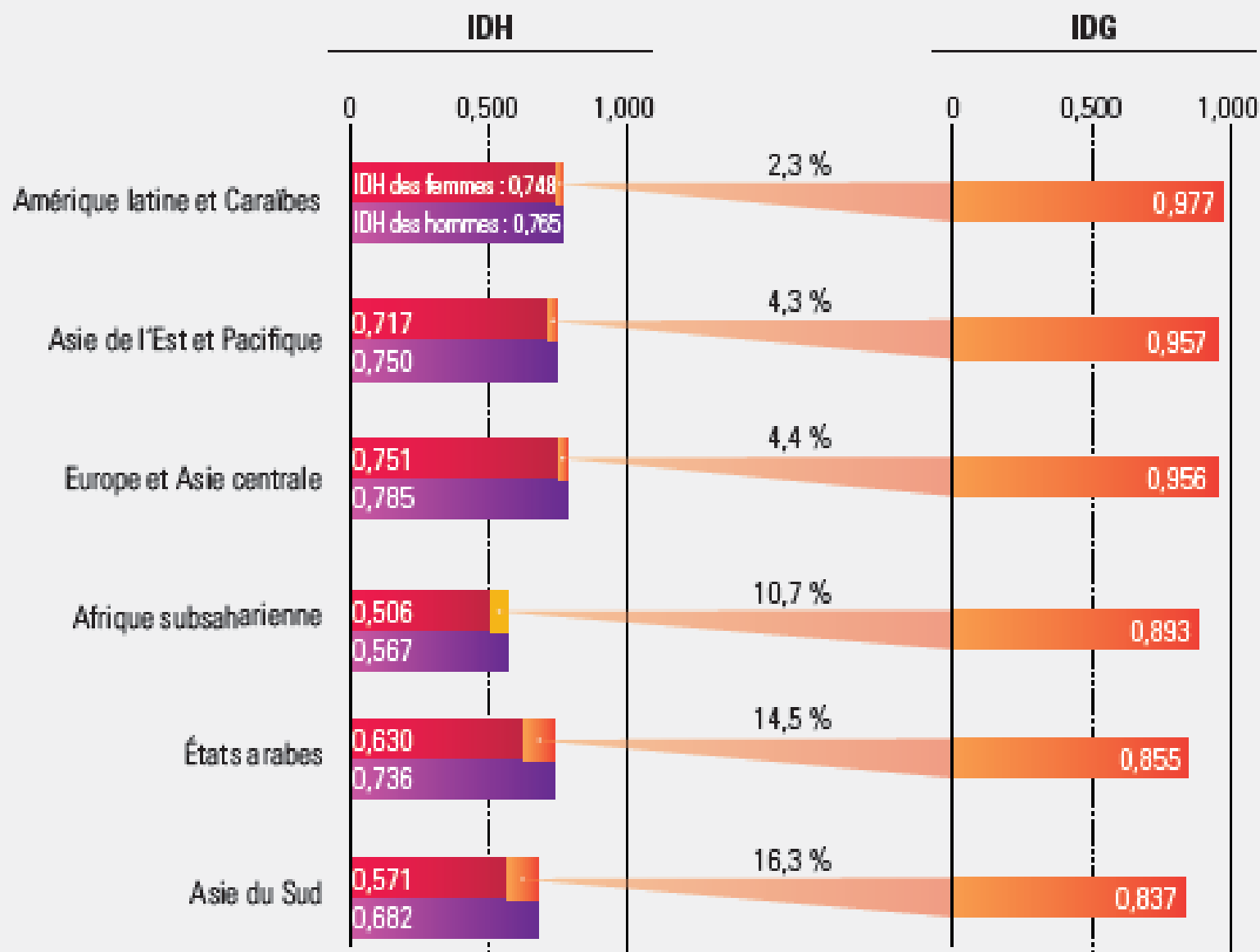
L'inégalité se remarque également au niveau de l'IDH par sexe: c'est dans cette région que l'écart entre les hommes et les femmes est l'un des plus élevés au monde, après l'Asie du sud.

Ce sont donc des pays potentiellement riches, mais cette richesse est nettement accaparée par une petite minorité.

Classement des pays selon leur rang de développement humain (IDH) 2018

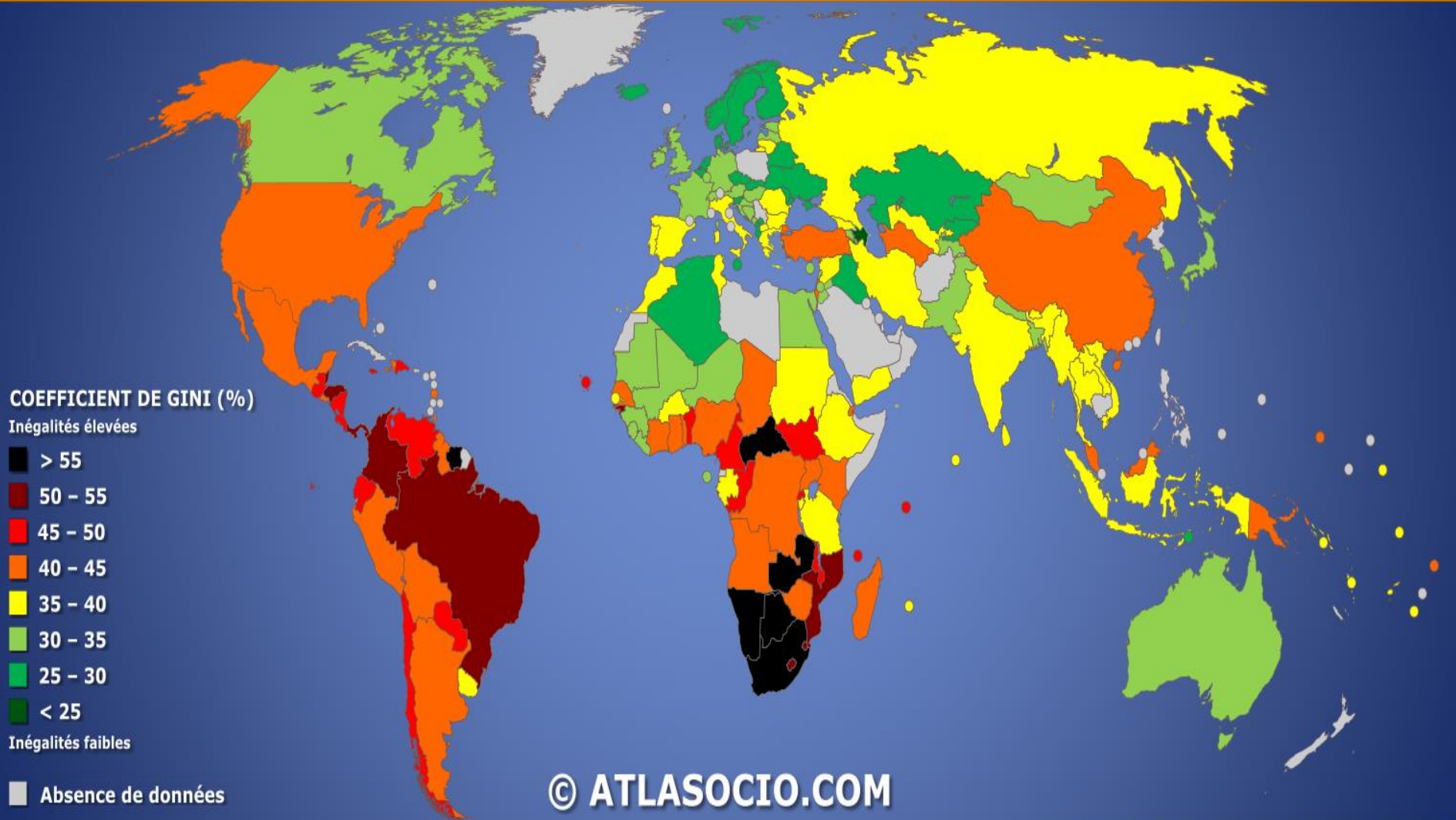


Indice de développement humain par sexes, écart hommes-femmes et indice de développement du genre, par région en développement, 2017



Remarque révélatrice : nous ne disposons pas vraiment de données permettant de mesurer avec précision le degré d'inégalités dans ces pays.

INÉGALITÉS DE REVENU EN 2017



Source : "GINI index", World Development Indicators, World Bank.
Note : Données relatives à l'année indiquée ou à la dernière année disponible.

2 Le défi de la dépendance pétrolière.

Nous avons étudié cette année les limites économiques et sociales des économies de rente, c'est-à-dire des économies basées sur l'exploitation et l'exportation des richesses agricoles et minières.

C'est très exactement le cas des pays du golfe persique : l'essentiel de leur activité économique est basée sur l'extraction, la transformation et l'exportation du pétrole et du gaz.

Or, les dirigeants de ces pays savent très bien que l'âge d'or de l'or noir est sans doute en voie d'achèvement, pour trois raisons :

- les réserves pétrolières finiront pas s'épuiser (mais « ce n'est pas l'absence de pierre qui a mis fin à l'âge de pierre » : Mohamed Ben Salman, prince héritier d'Arabie saoudite).**

- la concurrence américaine se développe : les Etats-Unis sont redevenus les premiers producteurs pétroliers au monde.**

- la demande pétrolière mondiale fléchit : passage progressif à une économie « décarbonnée ».**

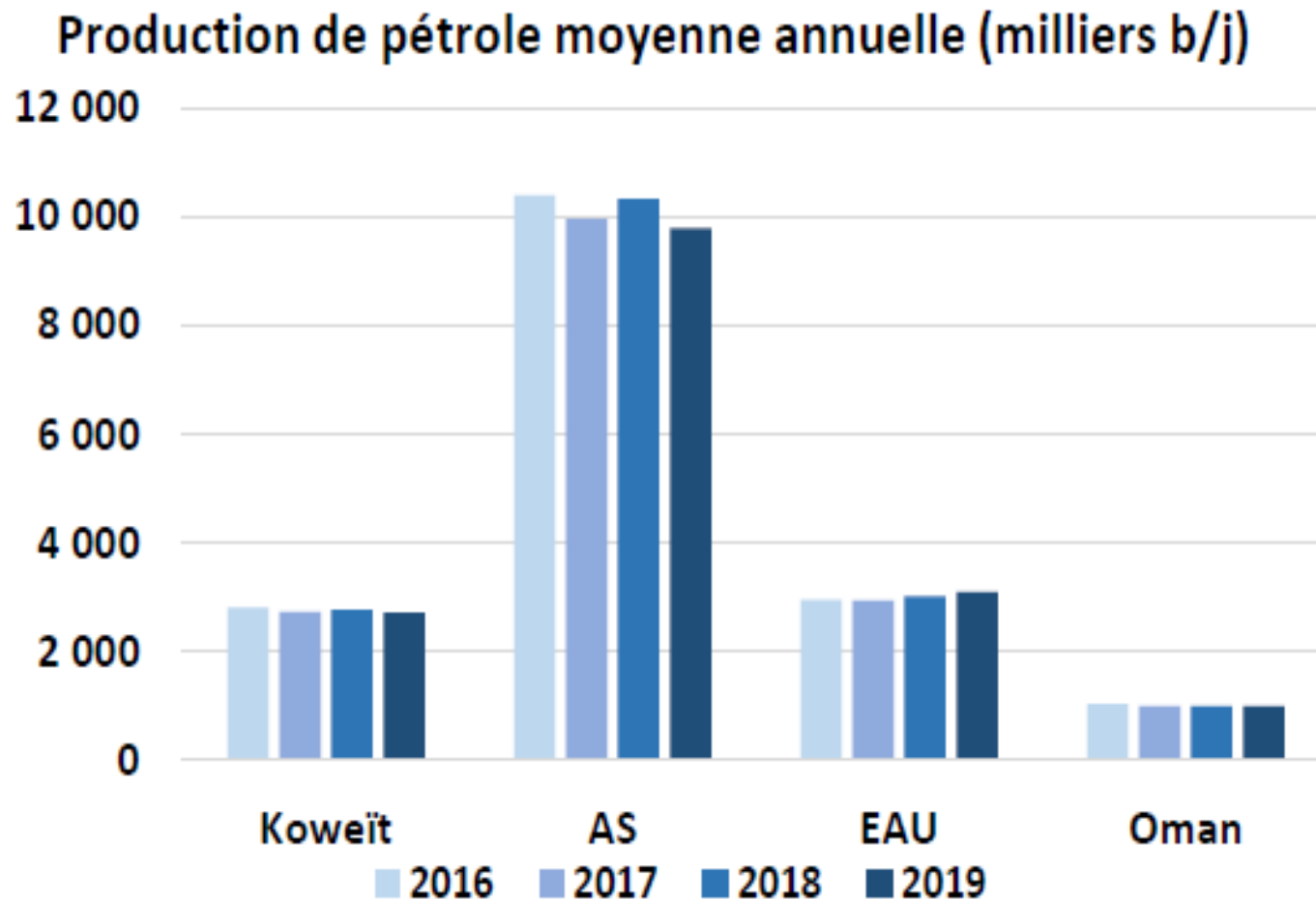
Déjà du fait d'un environnement géopolitique incertain, la croissance économique de ces pays n'est pas exceptionnelle.

Mais c'est Oman qui s'en tire le mieux.

	2019	2020
Arabie saoudite	0,4	1,9
Bahreïn	2	2,1
Emirats arabes unis	1,8	2,6
Koweït	0,4	2,2
Oman	0	3,7
Qatar	0,5	1,5
CCEAG	0,8	2,2

Source : Banque Mondiale, Gulf Economic Update 12/2019

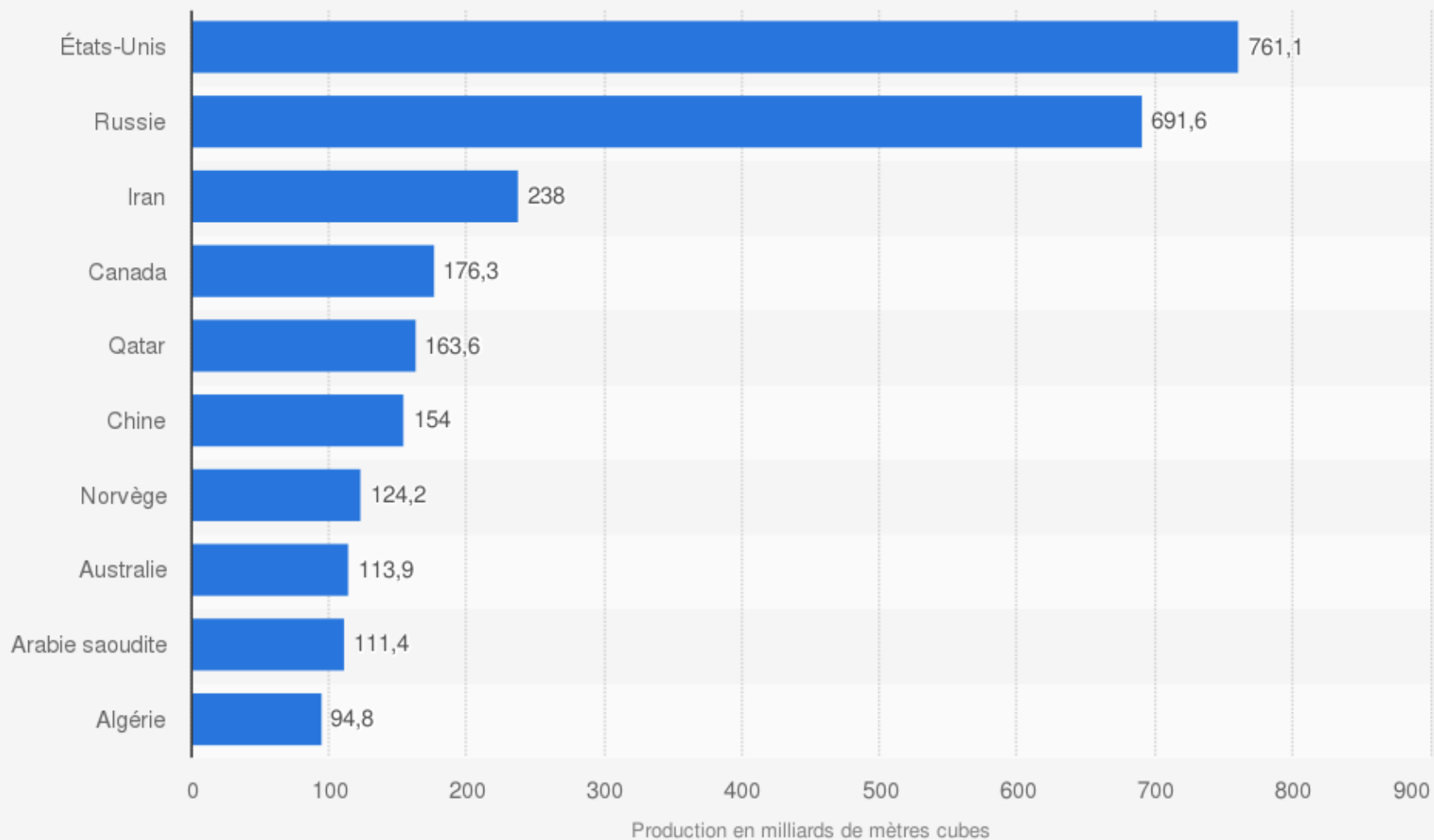
A l'échelle mondiale comme régionale, Oman est d'ailleurs un « petit » producteur et exportateur de pétrole .



Source : OPEP, instituts statistiques

NB : les données pour l'année 2019 recouvrent la production du mois de janvier au mois de novembre pour le Koweït, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis et de janvier à octobre pour Oman.

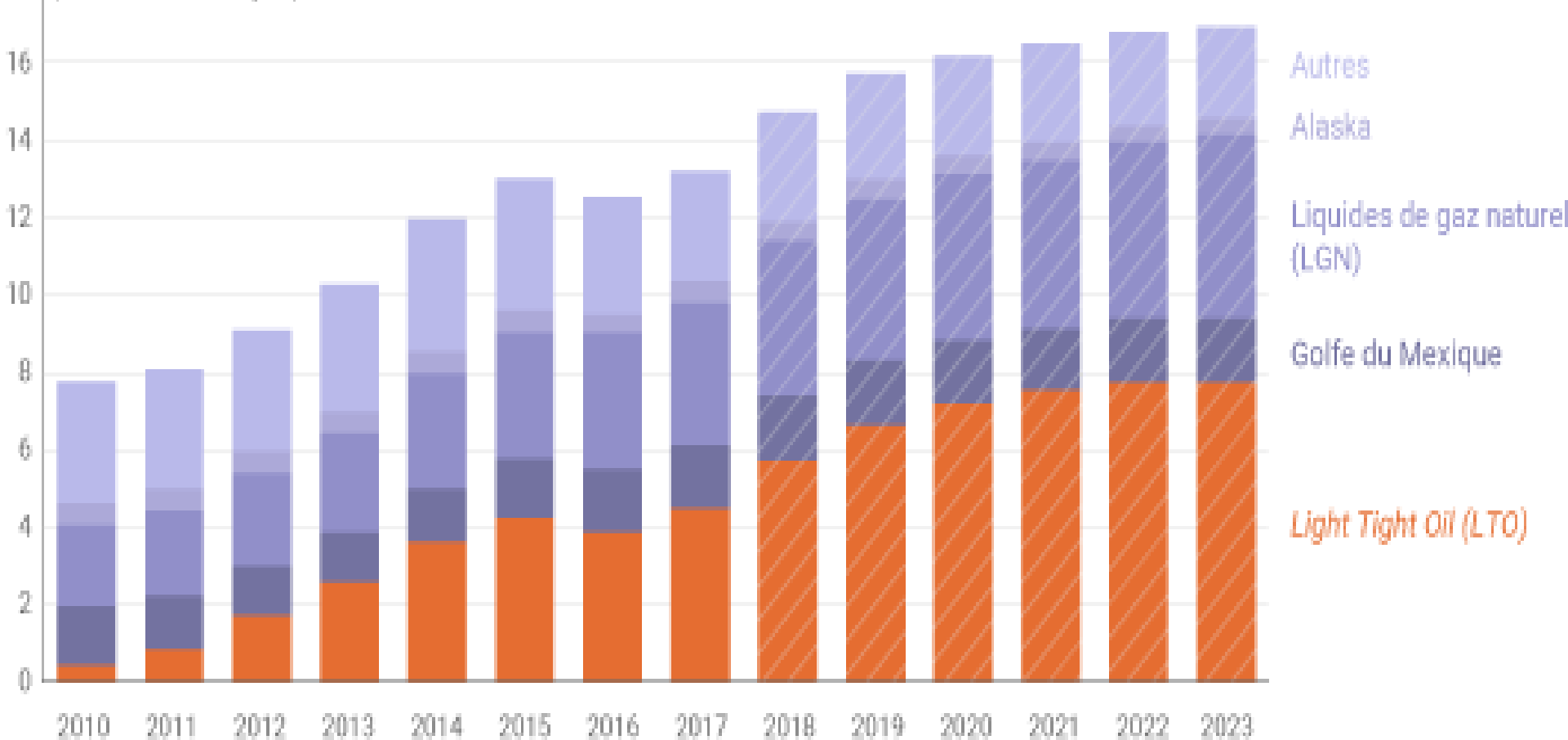
Classement des dix plus grands pays du monde producteurs de gaz naturel en 2017 (en milliards de mètres cubes)



Le phénomène nouveau est que les Etats-Unis, qui étaient très dépendants du pétrole du golfe persique sont en train de devenir auto-suffisants, et ils vont même redevenir exportateurs de pétrole.

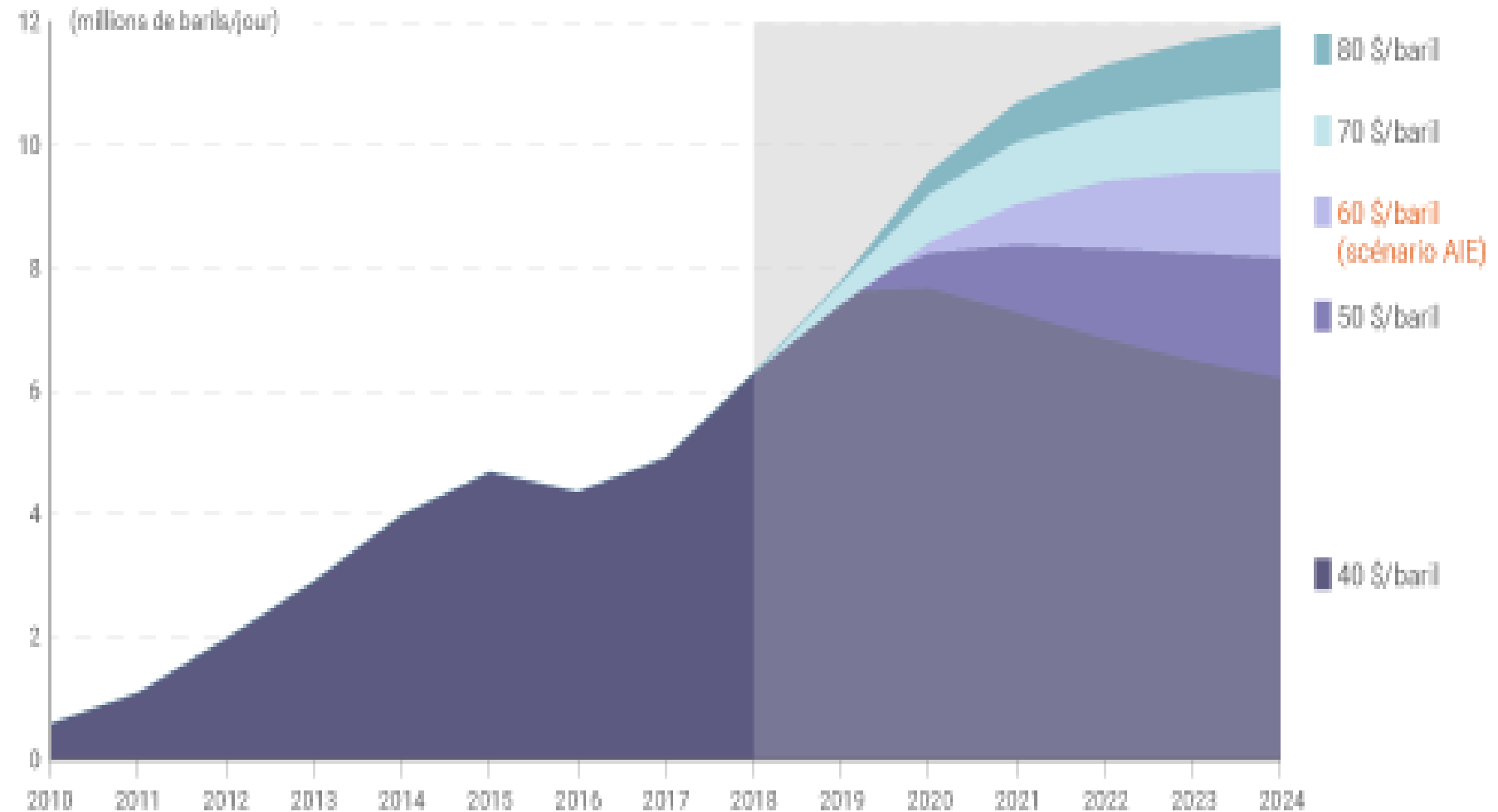
États-Unis Évolution de la production de pétrole

(millions de barils / jour)



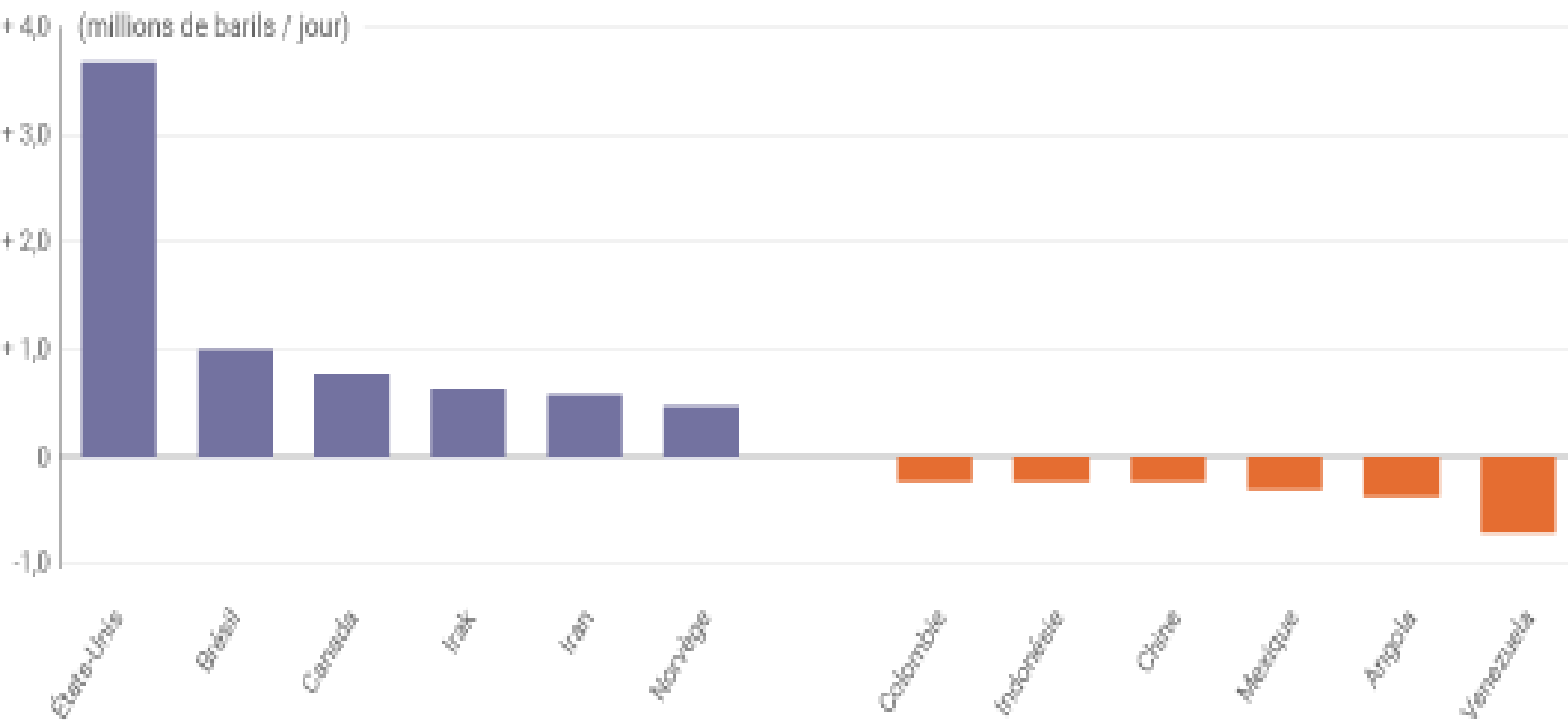
Les Etats-Unis produisent plus de 16 millions de barils par jour, soit beaucoup plus que l'Arabie saoudite (10 millions), et ceci s'explique principalement par l'exploitation du pétrole de schiste.

États-Unis Évolution de la production de pétrole de schiste (estimations de l'AIE en fonction du prix du baril)



L'augmentation de l'offre de pétrole mondiale ne devrait donc plus concerner les pays du golfe, du moins pas pour l'essentiel.

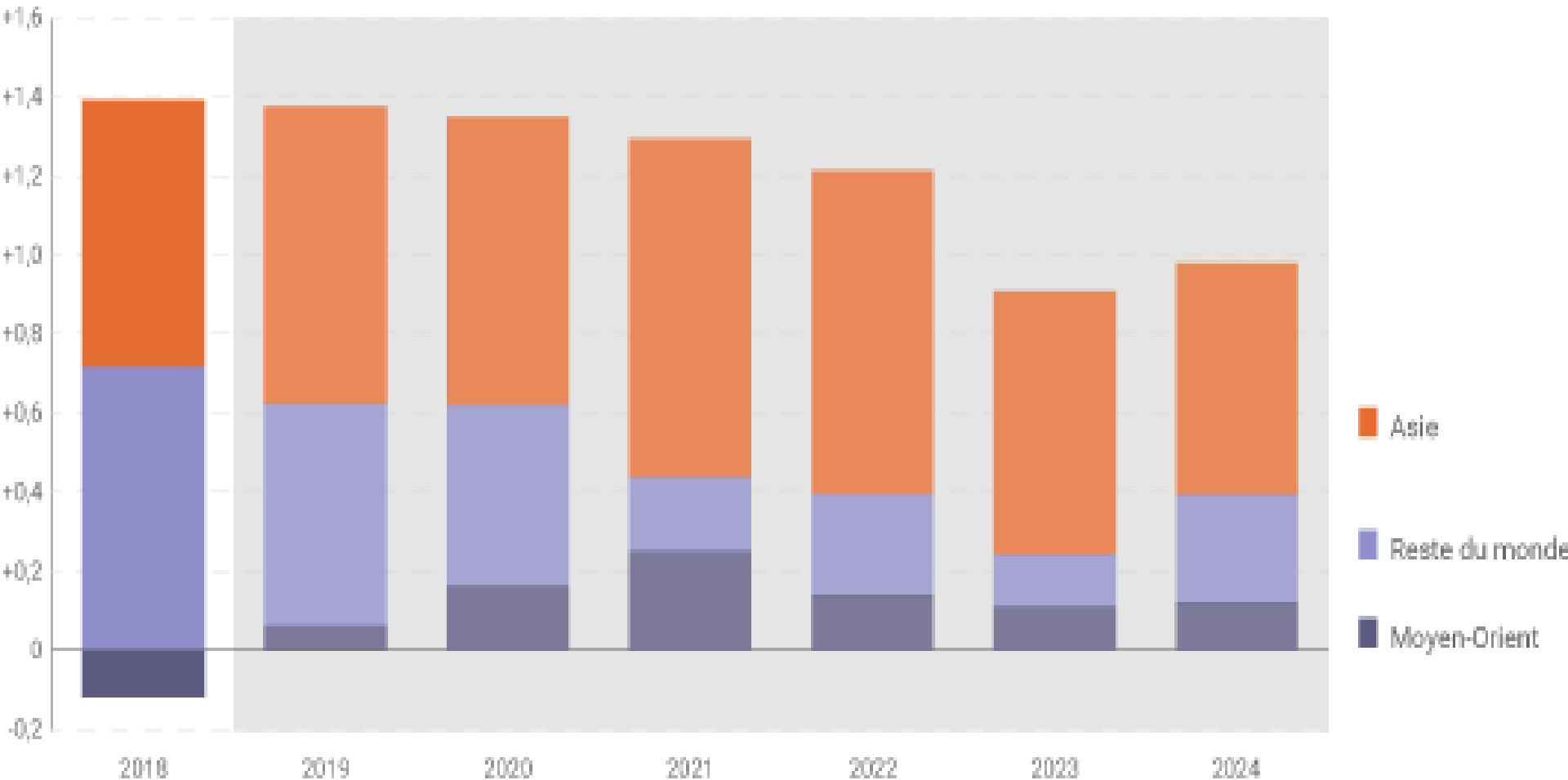
Offre de pétrole Évolution par pays entre 2017 et 2023



Dans le même temps, la demande pétrolière mondiale va diminuer, sans toutefois disparaître. Le prix du baril de pétrole devrait donc rester à peu près stable, sauf accident géopolitique.

Monde Évolution de la consommation annuelle de pétrole (estimations de l'AIE)

(million de barils/jour)



Le prix du baril devrait désormais tourner entre 40 et 50 \$, ce qui va poser des problèmes pour financer les infrastructures de ces pays.

ÉVOLUTION DU PRIX DU WTI

EN US DOLLAR



Source : lafinancepourtous.com d'après Fred et PrixDuBaril.com



3 L'avenir économique : tourisme, services et finances

Les pays du golfe persique vont donc devoir quitter, par paliers, la dépendance pétrolière.

Il semble peu probable qu'ils se tournent vers une économie d'industrie, vue la faiblesse relative de leur population, et surtout de leur population qualifiée.

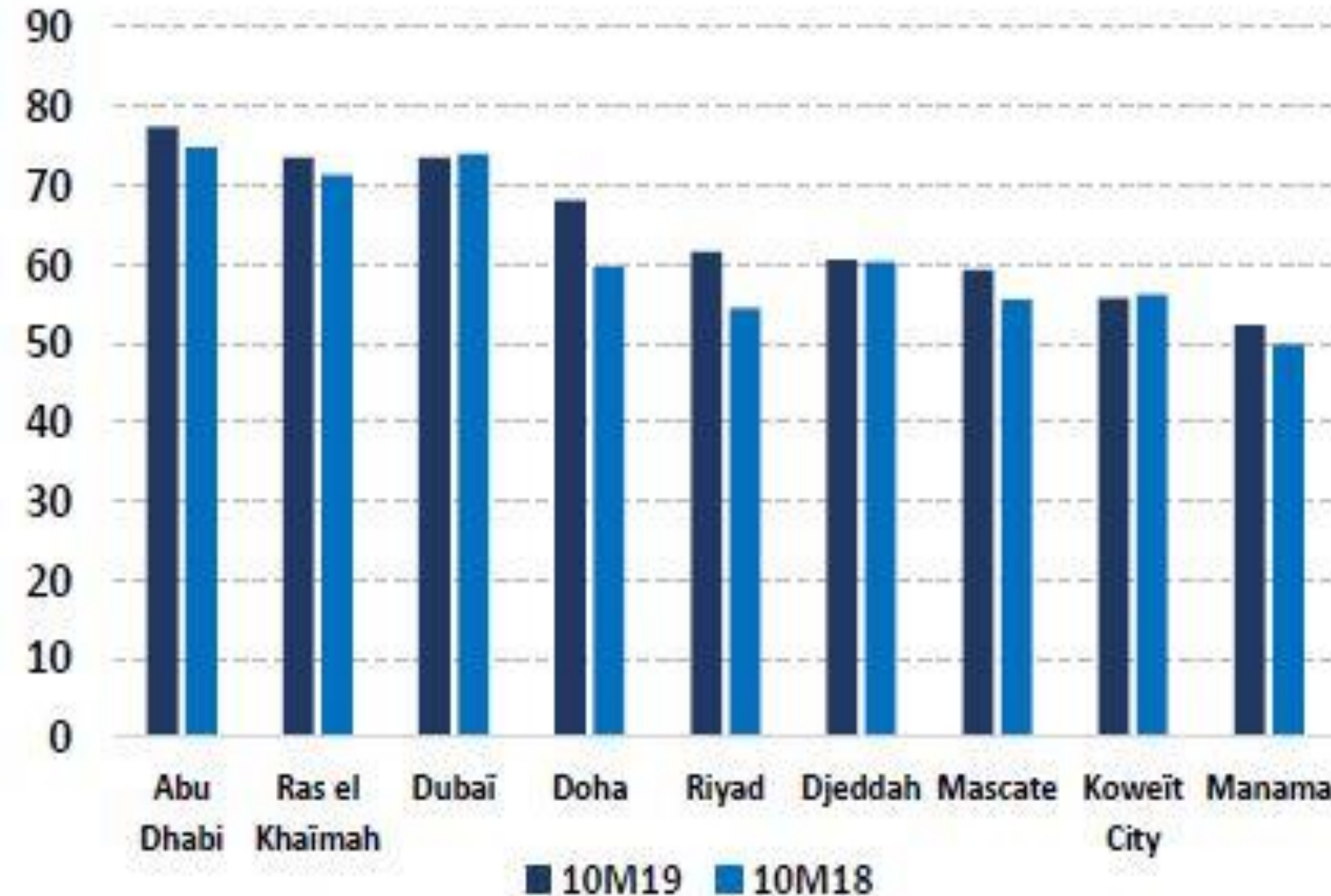
Ils vont donc passer directement à une économie axée sur les services.

Le premier de ces services sera le tourisme : leur potentiel est important, les hôtels abondent (et ils sont de grande qualité), les paysages justifient largement le voyage, ainsi que les sites historiques.

Mais le secteur touristique est très dépendant des aléas géopolitiques, et en particulier du voisinage avec l'Iran.

Ce sont des pays où la sécurité est assurée, mais c'est une donnée fluctuante et susceptible d'être remise en cause.

Taux de remplissage des hôtels des principaux sites touristiques des pays du golfe (Manama au Bahreïn, Mascate à Oman, Ras el Kaïmah à Dubaï)



Source : Ernst & Young

En matière de services non touristiques, les pays du golfe persique ont un peu de mal à trouver leur place.

Les services de nature technologiques et l'ingénierie sont accaparés par les pays occidentaux et la Chine, et les services logistiques principalement par les pays de l'Asie de l'Est (Corée du sud surtout).

Il leur reste un atout : leur position géographique, au carrefour de l'Europe, de l'Afrique et de l'Océanie.

Les aéroports servent en particulier de « Hub », c'est-à-dire de point de connexion entre l'Europe et l'Océanie.

Les pays du golfe sont donc bien placés pour développer un « tourisme » d'affaires, c'est-à-dire plutôt un point de rencontre et de signatures entre les hommes d'affaires européens, africains, australiens, néo-zélandais...

Il se développe alors une infrastructure d'accueil et d'implantation de sociétés étrangères sous droit de ces pays qui leur permettra de se positionner sur les services administratifs d'entreprises.

Ceci peut se combiner avec ce qui devrait être la nouvelle grande spécialisation des pays du golfe : la finance internationale.

Ils disposent en effet d'un atout essentiel : leurs réserves financières considérables, en particulier celles des fonds souverains, c'est-à-dire des fonds financiers appartenant aux pouvoirs publics.

Il y a dans le monde actuellement 78 fonds souverains (dont la caisse des dépôts et consignations de la France) qui disposent d'une trésorerie de 7 540 milliards \$.

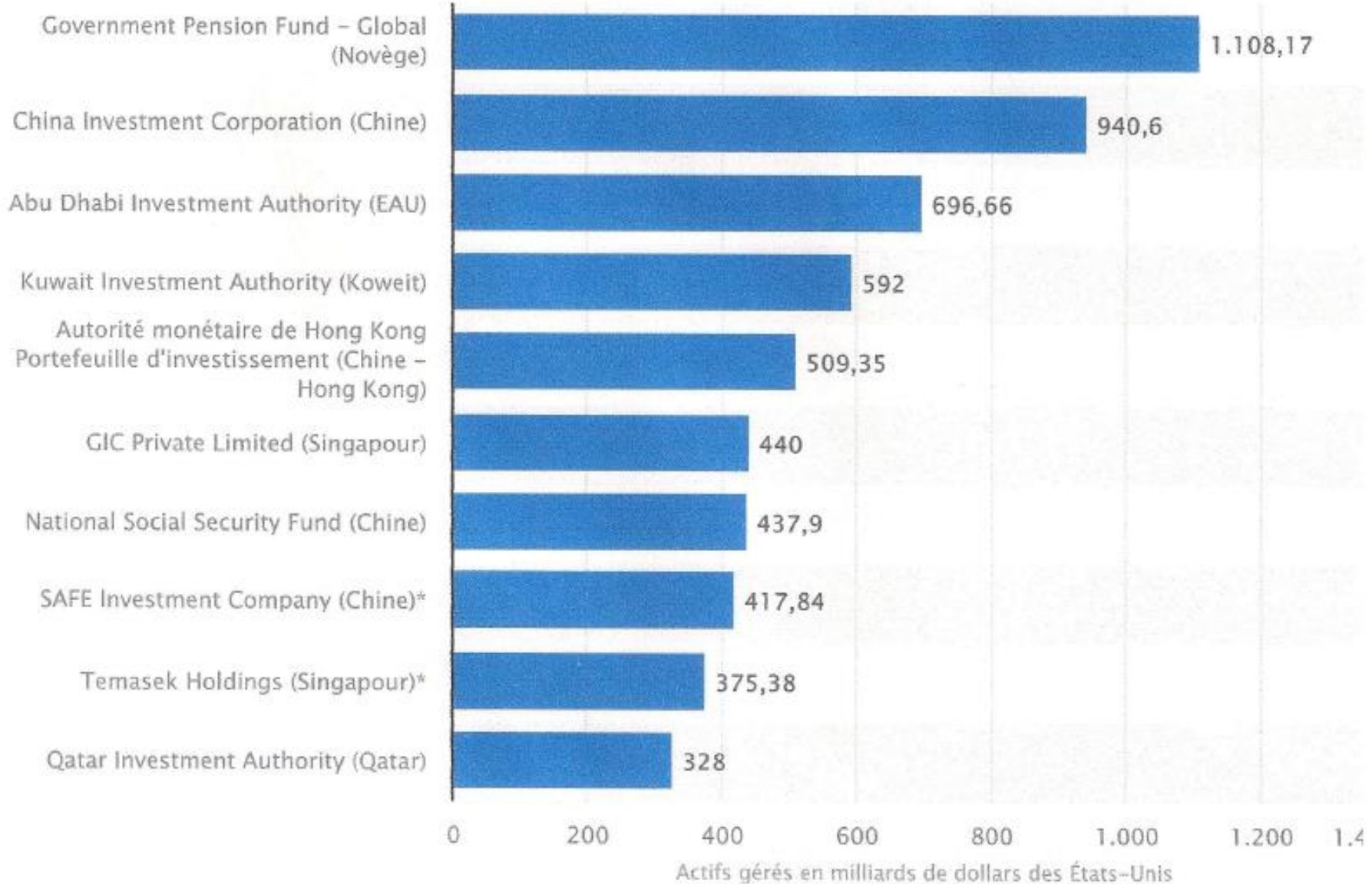
La Norvège, grâce à son gaz (et à sa bonne gestion) détient le fonds souverain le plus puissant (plus de 1 100 milliards \$) et la Chine en détient 4.

Mais les fonds d'Abu Dhabi, du Koweït et du Qatar sont également très bien dotés. Celui d'Oman est plus modeste avec 23 milliards \$ et celui d'Arabie Saoudite 320 milliards \$.

Ces pays peuvent donc largement investir dans la finance internationale.

Principaux fonds souverains selon les actifs gérés dans le monde en octobre 2019

(en milliards de dollars des États-Unis)



Mais ils se heurtent à deux difficultés.

La première est que leurs propres besoins de financement sont importants. C'est moins vrai pour Oman, Bahreïn, voire les Emirats, mais beaucoup plus pour l'Arabie Saoudite et le Qatar.

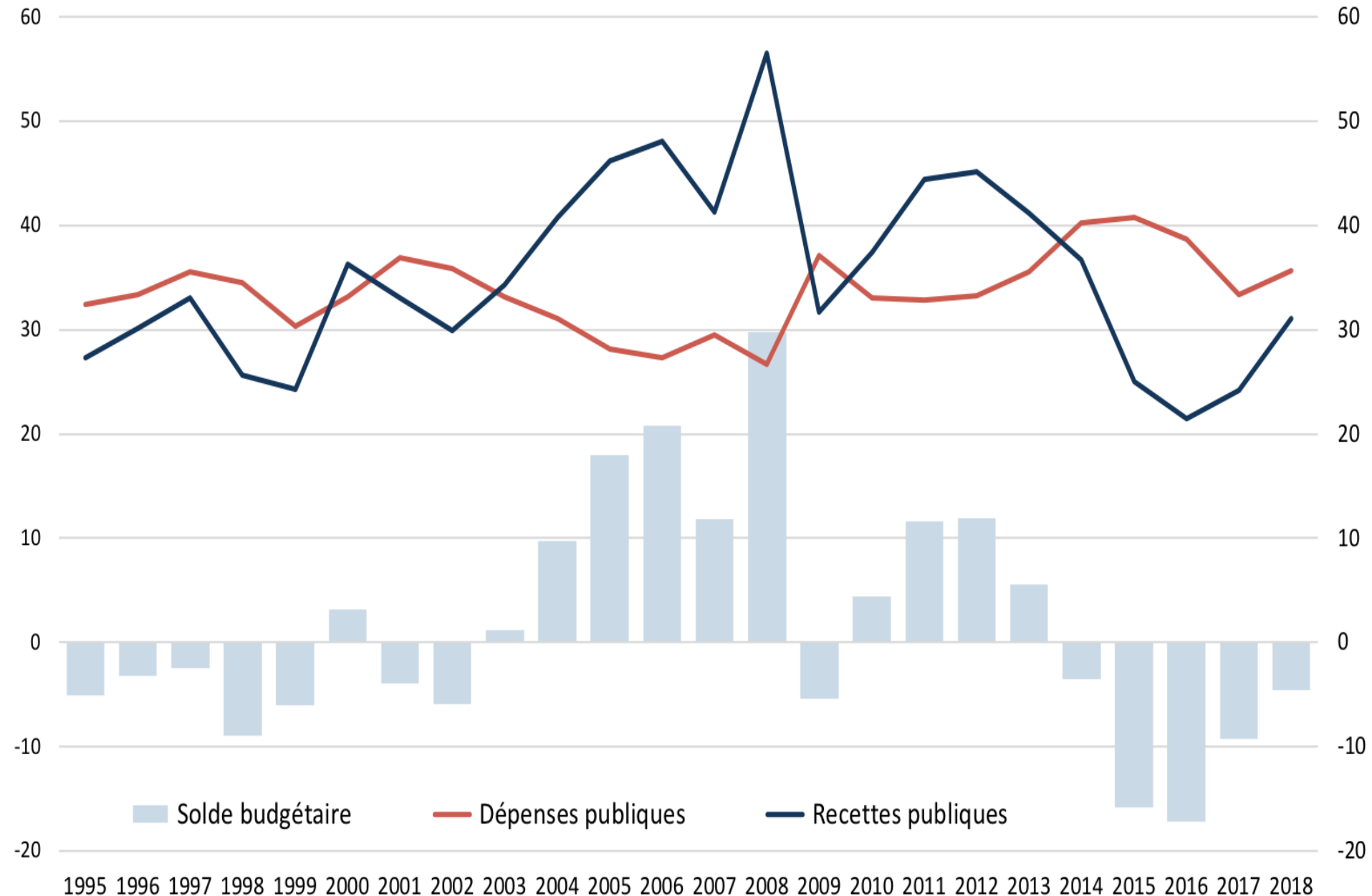
L'Arabie saoudite en particulier « doit » assumer sa place de puissance régionale face à l'Iran et cela représente pour elle une dépense militaire très importante : elle y consacre 9% de son PIB (France 2%) soit 67 milliards \$ (France : 57 milliards).

L'Arabie saoudite est devenue en 2019 le 3^o pays au monde par la dépense militaire, derrière les Etats-Unis et la Chine, mais devant la Russie et la France.

Tout ceci pèse beaucoup sur son budget, et l'Arabie saoudite est devenue émettrice nette de dettes publiques depuis le milieu des années 2010.

Ceci l'empêchera peut-être de jouer un rôle financier international de 1^o plan.

Arabie saoudite: finances publiques (% du PIB)



Et il y a un autre problème : ce sont des pays musulmans, or la tradition musulmane interdit le prêt avec intérêt (ribâ) et la finance de spéculation (maysir).

Comme il n'est pas possible de transgresser officiellement ces interdits, il faut alors développer une infrastructure spécifique qui permette un financement acceptable par les autorités religieuses.

Il s'agit principalement que ce soit le résultat de l'activité dans laquelle on a investi qui rémunère en remerciement le prêteur : c'est la notion de finance islamique.

C'est Bahreïn qui s'est le mieux spécialisé dans ce domaine, et Manama est devenue la 1^o place de la finance islamique mondiale.

Les capitaux sont donc levés dans tous les pays du golfe, en particulier chez les plus riches, ils transitent vers les banques islamiques du Bahreïn, sont prêtés un peu partout dans le monde (en Asie centrale en particulier) et récompensent en retour les prêteurs initiaux.

L'avenir économique des pays du golfe n'est donc pas industriel, il est centré sur les services (tourisme compris) et la finance islamique.

Ces pays devraient donc parvenir à surmonter l'après pétrole, d'autant plus que cet « après » n'est pas encore pour demain.

Mais cela suppose néanmoins que la région reste en paix, et que la lutte entre l'Arabie saoudite (sunnite) et l'Iran (chiite) ne tourne pas à l'affrontement militaire direct.

De ce côté-là, la guerre qui se déroule au Yémen n'est pas un bon signe du tout.